

LES DÉLAISSÉS

Thomas Porcher
Édition Fayard

ndlr : note de la rédaction (à savoir, moi)

P.14-15

Nos dirigeants politiques ont construit avec l'aide d'économistes libéraux, un discours visant à individualiser la question du chômage et de l'échec pour en faire un problème personnel (*pour ne pas remettre en question alors, le système ; je l'ai très bien ressenti et/ou vécu pour réaliser la pression que j'ai eu en Retour. C'est à dire que des personnes m'ont fait concrètement ressentir, vivre pour ne pas le réaliser ça, et/ou renforcer le, système qui les paie pour faire ça du vivant = permettre, à ces personnes d'être encore « sûr » de l'histoire qu'ils se racontaient, et qui devait encore faire impression à ma personne dans un sens où il ne devait pas avoir de limite, de borne les concernant ... À ce qu'ils « entendaient » et que je devais finir par « croire », « suivre » dans mon intérêt - ndlr*).

Cette fable a conquis les esprits, y compris les plus pauvres (*pour donner le change à ce qui exploite, se moque du monde- ndlr*). En transformant la victime en responsable, elle ajoute de l'humiliation à une situation déjà humiliante (*c'est pénible - ndlr*).

C'est à partir de ce moment que j'ai compris que l'économie était avant tout un rapport de force entre classes sociales et que les vainqueurs faisaient tout pour convaincre le reste de la population que chacun méritait ce qu'il avait, ce qui est évidemment faux (*injuste d'estimer – ndlr*).

En plus d'être étouffés économiquement, il faut qu'ils soient constamment jugés.

Les gagnants du système économique ont réussi à créer des lois mais également un système de valeurs qui les arrange.

P.17-18

En 2008 (...) les responsables de cette crise, les banques et tous ceux qu'elles finançaient pour qu'ils défendent la déréglementation financière, ont été sauvés par le contribuable – c'est à dire l'ensemble de la population – sans être inquiétés, ni juridiquement, ni financièrement. Ce sauvetage des banques, s'ajoutant à la récession économique (*que ce système profondément inégalitaire dans son partage, génère – ndlr*), a entraîné partout dans le monde une explosion des déficits et des dettes publiques.

Et comme les banques craignaient de se voir imposer une hausse de la fiscalité pour rembourser des dettes dont étaient les principales responsables (*une banque n'a pas de dette en empruntant, en revanche un État ou une population, OUI – ndlr*), elles ont construit un discours, relayé par les centaines de think tanks et d'économistes qu'elles financent, reprochant aux populations de vivre au-dessus de leurs moyens et laissant croire que le problème venait par conséquent d'un excès de dépense publique et de protection sociale.

L'État (ou plus précisément sa technocratie) a approuvé cette interprétation, choisissant ainsi de protéger les profits des milieux d'affaires financiers plutôt que sa population. Il a alors mis en place

des politiques d'austérité budgétaire se traduisant dans certains territoires par des fermetures simultanées d'entreprises et de services publics.

P.19-20

Cerise sur le gâteau, le 1 % des ménages les plus riches, qui possède déjà 25 % du patrimoine français et qui a été le principal bénéficiaire de la croissance économique ces trente dernières années, a obtenu une diminution d'impôts de 4 milliards d'euros avec la réforme de l'impôt sur la fortune (ISF), tandis que symétriquement étaient annoncées une diminution des APL et des baisses de moyens pour le service public, notamment l'hôpital qui a dû faire 1,6 milliard d'économie en 2018.

Comment avons-nous pu laisser une minorité d'individus – celle qui a défendu le modèle économique responsable de la crise et qui s'est accaparé la majorité des richesses ce dernier quart de siècle, en récupérant encore davantage quand il nous est demandé constamment de faire des efforts ? (... *la crédulité et/ou le fait de tenir à encore croire et/ou à conserver encore « foi » en ce qui leur fait encore impression et ainsi, autorité – ndlr*).

Plusieurs explications peuvent être avancées. L'une d'elle repose clairement sur la **propagande menée par les élites politiques, économiques et médiatiques** (*ils entretiennent cette culture celle qui fait qu'une personne ordinaire aura à l'esprit avec le temps, le devoir de « s'en sortir » ; elle développera ainsi en sa personne, une fierté personnelle, celle où les autres ne « s'en sont pas sorties » pour avoir ainsi la preuve qu'elle n'aurait pas sinon – ndlr*). Lesquelles élites nous ont promis pendant vingt ans que la mondialisation, la financiarisation de l'économie, la privatisation des services publics ou la marché unique allaient nous apporter une vie plus stable et prospère. Comme c'est l'inverse qui a eu lieu – **les populations ont été insécurisées et n'ont que très marginalement profité de la libéralisation de l'économie** (*une économie prospère et une économie « décomplexé » propre à des esprits dits « éclairés »- ndlr*) -, **ces mêmes élites ont produit un discours visant à faire croire qu'aucune alternative n'existait et que toute tentative de faire autrement mènerait au chaos.** Dans ce discours, la contrainte financière est utilisée avec une **mauvaise foi dépassant toutes les bornes.** **La dette publique est agitée comme un épouvantail** quand il s'agit de financer l'éducation, les hôpitaux, la petite enfance, mais disparaît quand il est question de baisser la fiscalité sur les plus riches ou les grandes entreprises (*marques, marqueurs – ndlr*). L'extrême droit n'a jamais été anti-système. Bien au contraire, elle arrive souvent au pouvoir avec la bénédiction des forces financières (*réaliser l'opportunité pour un parti qui a toujours eu le mauvais rôle ; elle est enfin dans la « lumière » et/ou ça, sera pour réaliser QUOI ? Au final ?? Changer le système ?! Le monde ?! L'ordinaire ?! Les choses OU pour renforcer, le cadre qui fait encore impression, qui a encore raison du monde ... - ndlr*). **La victoire politique se remporte à la condition de se porter garant du système -profitant majoritairement au 1 %** - tout en instrumentalisant une guerre entre pauvres au moyen de différentes lignes de clivages.

PARTIE 1

P.27

(...) **des catégories que l'on oppose volontiers sont, de manière différenciée, victimes d'un même système** (*d'un même objectif qui provient pas de leurs personnes ; qui n'est pas l'expression de leur volonté et/ou envie. Ils ont seulement suivi ce qui était courant et/ou dans l'air ; normal d'être et de faire ; de produire ; de réaliser – ndlr*)

P.30

Enfin, je savais que l'austérité imposée à toute la zone euro, appliquée en France par Nicolas Sarkozy puis François Hollande (alors qu'il s'était engagé à faire le contraire) et Emmanuel Macron, avait mis un coup d'arrêt à la croissance économique.

P.32

Tous nous expliquaient qu'ils avaient l'impression de payer de plus en plus d'impôts tout en ayant accès à de moins en moins de services publics. L'État n'était pas vu comme une institution servant à les protéger (*protecteur – ndlr*) mais plutôt comme un ennemi (*nuisible - ndlr*).

Cela fait bien longtemps qu'une partie de l'État, les hauts-fonctionnaires de Bercy ou de la Cour des comptes, sous couvert d'expertises techniques, aux français (...); (*sans qu'il y ait personne pour les contre-dire – ndlr*).

P.37-38

La mondialisation ouvre à la concurrence mondiale, la financiarisation transforme nos industries en entités homogènes afin d'éliminer les plus faibles ou de les délocaliser. Les salariés sont essorés pour garder leur emploi (il faut être plus compétitif que son voisin) ou baladés par des repreneurs. Cette concurrence est organisée et mise en place par des politiques qui servent visiblement les intérêts de quelques-uns.

Les hommes politiques français ont même joué un rôle majeur dans la financiarisation de l'économie au niveau mondial. Comme le rappelle l'économiste et professeur à l'université Harvard Rawi Abdelal, ce sont trois français, Jacques Delors à l'Union Européenne, Henri Chavranski à l'OCDE et Michel Camdessus au FMI, qui ont proposé et appuyé l'adoption de règles libérales pour leurs organisations respectives et ainsi permis l'accélération et l'augmentation de la circulation des capitaux. Au départ, les textes de l'Union européenne, de l'OCDE et du FMI autorisaient les États à réglementer les flux de capitaux. **Jamais un consensus au niveau mondial en faveur de la mobilité des capitaux n'aurait été possible sans l'intervention de ces 3 français** au sein de leurs institutions. La mondialisation telle que nous la connaissons aujourd'hui doit énormément à ces trois hommes qui étaient paradoxalement membres ou proches du parti socialiste

- **Jacques Delors** en était une importante figure

- **Henri Chavranski**

- **Michel Camdessus**

... Étaient des hauts fonctionnaires proches de François Mitterrand.

Aucune politique publique n'a été mise en place pour empêcher ces délocalisations ou pour assurer plus de sécurité à ces perdants (*ou moins intéressés, motivés, captivés, par cette compétition stérile et/ou puérile – ndlr*) de la mondialisation (*d'un système pour l'enrichissement de quelques uns ; des plus intéressés, malins et/ou opportunistes – ndlr*). Bien au contraire, les prestations publiques ont été de plus en plus rabaissées, les licenciements de plus en plus facilités (par les lois « travail » mais également par l'ensemble des réformes relatives au marché du travail), le traitement politique à leur égard de plus en plus méprisant.

P.39

Des entreprises ont commencé à licencier voire à délocaliser pour faire monter le cours de leurs actions et préserver la marge des actionnaires (*c'est ça ! Faire entrer une entreprise en bourse – ndlr*).

P.40

Les concepts de macroéconomie échappent à beaucoup de français car ils n'ont aucune emprise directe dessus. C'est pour cette raison qu'il est très simple de remplacer les mauvais choix économiques de nos dirigeants par des contes de fées, comme celui de la réussite individuelle.

P.41-42

La mondialisation a exposé les travailleurs et les agriculteurs à la concurrence mondiale ; la financiarisation obligeant d'offrir des dividendes importants aux actionnaires a exercé de plus en plus de pression sur les salariés, justifiant la mise en place de lois permettant d'augmenter la flexibilité du travail et fragilisant la position des salariés ; les agriculteurs ont également vu la valeur de leur production soumise à la volatilité des marchés mondiaux et à la complexité des produits dérivés qui sépare de plus en plus la production de la fixation des prix et rend encore plus difficiles les décisions d'investissement.

Les conséquences de ces choix politiques, qui prétendaient faire advenir un monde meilleur pour les français, sont en partie à l'origine de la crise de 2008.

La place prépondérante de la finance dans l'économie à la suite des diverses déréglementations, entraînant de moins en moins de contrôle et de plus en plus de voracité de la part des financiers, au mépris des règles de prudence et même parfois des règles juridiques, est la condition même qui a rendu possible la création des subprimes (...) puis la dissimulation de tout cela dans des marchés fantômes appelés - shadow banking – un système bancaire parallèle opaque et moins régulé.

(...) c'est la finance et la mondialisation qui ont permis aux financiers et aux actionnaires de mieux s'en sortir grâce aux centaines de milliards d'argent public injectés dans le système pour éviter son effondrement. Les banques ont renfloué leurs comptes et recommencé à spéculer sur les marchés financiers, tandis que la mondialisation a permis aux dirigeants d'entreprises de fermer des sites (...) La crise a également été une raison invoquée pour compresser encore plus les salaires et augmenter les cadences des salariés.

P.45

Dans un certain nombre de révolutions, la hausse des prix des biens de première nécessité a souvent été la goutte d'eau qui fait déborder le vase. On se souvient de la « marche du sel » organisée par Gandhi pour protester contre l'impôt sur le sel et mis en place par les colons britannique et qui a provoqué les premières vagues de désobéissance civile des indiens.

P.47

(...) fiscalité pétrolière pèse davantage sur les ménages modestes que sur les ménages aisés.

P.48

(...) la pression fiscale diminue au fur et à mesure que les revenus s'élèvent.

P.49

(...) le gouvernement a décidé de faire porter la taxe carbone principalement sur le consommateur.

P.52

(...) Emmanuel Macron venait d'offrir 4 milliards de baisse d'impôts aux 1 % les plus riches avec la réforme de l'ISF, 1 milliard aux 10 % les plus riches avec la flat tax sur les revenus financiers et, enfin, 17 milliards aux entreprises avec la baisse de l'impôt sur les sociétés.

La mondialisation et la financiarisation de l'économie devaient apporter un monde meilleur, elles n'ont fait que fragiliser ces populations et creuser les inégalités.

La crise de 2008 et l'austérité ont accéléré ce processus sans qu'aucun changement soit envisagé. Au contraire, on s'est empressé de remettre sur pied le système qui avait engendré la crise.

P.53

Les Gilets Jaunes ont manifesté pendant plus d'un an avec l'ambition de changer les choses. Un an au cours duquel la répression policière à leur égard a été d'une rare violence.

P.56

À cela s'ajoutent les politiques mises en place ces vingt dernières années, refusant de leur offrir une autre fonction que celle d'être un grenier à main d'œuvre corvéable à merci au service des centres-villes (*le nombre de poste « rémunéré » à 10,..€ où la charge de travail est loin d'être égale à l'investissement demandé ; sans parler de la précarité de l'offre dite « d'emploi » - ndlr*).

P.60

En résumé, les personnes les plus modestes sont insécurisées dans leur emploi (mis en concurrence avec d'autres pays, modifications du Code du travail permettant de les employer dans des conditions plus précaires mais également de les licencier plus rapidement), et l'État leur retire en même temps tout filets de sécurité.

P.61-62

Les travaux de Pierre Bourdieu avaient déjà dénoncé le rôle de l'école comme élément central participant à la reproduction des inégalités sociales tout en légitimant ces inégalités par une prétendue méritocratie.

P.68-69

Retrait de l'État, casse du modèle social et lois « travail » : la recette pour disposer d'une main-d'œuvre corvéable à merci.

Hier les ouvriers et les employés des usines, aujourd'hui les services à la personne et les chauffeurs Uber, la banlieue a toujours été un grenier à main d'œuvre. Comme dans la France des territoires, les banlieusards ont connu les effets négatifs de la mondialisation, à la suite des fermetures et des délocalisations d'usines. C'est dans ce contexte que s'accroissent la paupérisation des grands ensembles qui avaient été initialement construits pour loger cette main-d'œuvre. Par exemple à Aulnay-sous-Bois, où la fermeture du site PSA en 2013 a appauvri les grands ensembles au nord de la ville, notamment la cité des 3000. Aujourd'hui, le taux de pauvreté des ménages y atteint 50 %. Tout comme dans les territoires, la cause de l'appauvrissement des banlieues est donc due en premier lieu à la désindustrialisation qui est une conséquence de la mondialisation.

(...) Ainsi toutes petites mains essentielles à la cuisine, à la livraison, au nettoyage, à la sécurité des commerces ou des familles des centres-villes vivent en périphérie. Et tout est fait pour que ces populations ne servent pas à autre chose (*une population qui attend la chance d'avoir un « emploi » afin de pouvoir se regarder dans la glace ; c'est à dire de pouvoir payer ses factures pour ne pas mal finir et/ou finir à la rue. La misère, elle n'est pas nécessaire ! Elle est voulue, entretenue, permises car sans elle, comment encore pouvoir tendre la main, offrir un emploi ou devrai-je écrire un avenir. Pour être encore dans ce qui leur profite, sert en ce sens. Moi j'appelle ça se faire posséder, exploiter pendant que ça doit donner encore l'impression d'être une bénédiction ; « chance » – ndlr*).

P.70

La flexibilité du marché du travail via les lois El Khomri et Macron ont affaibli les droits des salariés. Pendant toute la promotion de ces lois par les gouvernements de François Hollande puis d'Emmanuel Macron, il nous a été tantôt dit qu'il fallait faciliter les licenciements pour que les entreprises puissent embaucher, tantôt que la loi avait pour but de faciliter l'emploi des jeunes, et tantôt qu'elle permettait de réduire les CDD au profit des CDI. Bien que ces justifications soient contradictoires entre elles et ne servent qu'à cacher le vrai but des réformes, réduire les droits des salariés et donner toujours plus de pouvoir aux entreprises (...).

P.73-74

(...) Vous obtenez ainsi une population totalement insécurisée prête à travailler à n'importe quel prix.

(...) Mais pour que ces injustices deviennent supportables par les populations, il faut construire une narration autour de la réussite individuelle.

Vidéo Macron ; éloge de son employeur

C'est ce qu'on fait les libéraux depuis plus de trente ans en inventant une fable qu'aucune statistique ne vérifie sur la méritocratie, sur la possibilité de commencé par un emploi précaire pour ensuite gravir les échelons (*il y aura forcément des EXEMPLES pour étayer leurs thèses, dire et/ou les soutenir dans leur entreprise – ndlr*) – bref sur l'idée que tout est possible à condition de le vouloir. Cette fable a conquis les esprits, y compris chez les plus pauvres.

(...) Croire qu'il suffit de vouloir pour pouvoir relève d'une mystification (*ne reflète pas la réalité de nos vies ! - ndlr*) et même pire, d'une subtile manœuvre de domination.

Personne ne réussit seul. La réussite est avant tout collective, car elle dépend des politiques mises en place, des institutions et du capital productif, humain et social.

P.75

(...) « Pour vous en sortir, quittez votre territoire pour aller vers des zones de croissance ».

(...) Nos (« nos ») dirigeants mènent une politique qui étrangle financièrement les collectivités territoriales, retire méthodiquement les services publics et casse étape par étape les dernières protections.

P.77-78

Les paysans présents étaient très en colère. Je comprenais leur mécontentement, ils vivaient depuis de nombreuses années les effets négatifs des politiques appliquées qui leur enlevaient progressivement toutes les protections tout en les exposant à la concurrence mondiale et à la volatilité des marchés financiers. (...) la Commission européenne prévoyait de signer des traités de libre-échange avec des pays où les modes de production sont plus intensifs, les exploitations plus grandes et les réglementations moins exigeantes. (...) La Commission européenne, plutôt que des régler ses dysfonctionnements internes, n'a rien trouvé de mieux que de déployer une politique commerciale visant à agrandir les marchés en multipliant les accords commerciaux avec le reste du monde.

PUB de l'union européenne

P.80

La gauche, qui communiait depuis longtemps, comme la droite, avec la mondialisation, la privatisation, la baisse des services publics et la financiarisation de l'économie.

(...) S'occuper de (...) remettre en cause des dogmes comme le productivisme, la mondialisation et la financiarisation de notre économie.

Les années 1990 marqueront le passage d'un secteur agricole régulé par l'État à un secteur régulé par le marché, avec l'adaptation aux normes du commerce international et la disparition des prix garantis.

P.84

On se demande, dans ces conditions, quel est l'intérêt de la Commission européenne d'ouvrir encore plus les marchés en faisant la promotion de traités de libre-échange de nouvelle génération (comme le CETA), vers des pays ayant une agriculture plus industrialisée que la nôtre, si ce n'est précipiter nos agriculteurs dans le gouffre (*pour une idéologie et/ou servir les intérêts c'est à dire l'enrichissement de quelques uns – ndlr*).

P.86-87

Ces produits financiers ont juste été créés pour faciliter la vie des investisseurs, pas celle des agriculteurs.

Des centaines de milliards vont être investis sur les marchés des matières premières qui vont se relier au cycle d'investissement « moutonniers », à la hausse comme à la baisse, des marchés financiers.

P.88-89

Par exemple, les prix du blé dépendent plus des comportements spéculatifs des investisseurs que des coûts de production. À l'échelle d'un mois voire d'une année, les fondamentaux ne parviennent plus à expliquer les fluctuations des prix des matières premières qui sont de plus en plus excessives. **La transformation des produits agricoles en un produit financier est dangereuse.**

Alors que la production agricole nécessite du temps et des investissements sur le long terme, les prix déterminés sur les marchés financiers sont de plus en plus déconnectés des fondamentaux et fluctuent sauvagement.

L'agriculture n'est pas un secteur comme les autres. Elle soulève des questions liées à l'autosuffisance alimentaire, à la santé publique, au bien-être animal et à l'environnement.

Autant de choses qui ne devraient pas être offertes à la concurrence internationale et aux marchés financier devenus illisibles et instables.

P.93

(...) **la financiarisation de l'économie qui a entravé la progression des revenus pour préserver les actionnaires, tout en imposant un rendement du travail de plus en plus intense.**

P.97-98

(...) les cadres subissent également les effets de la financiarisation de l'économie. Avec la **logique actionnariale**, les stratégies des entreprises se sont considérablement transformées. **Désormais la priorité est de distribuer des dividendes aux actionnaires.**

Les actionnaires exigent des rendements beaucoup plus élevés – 5, 10, 15 ou 25 % - que la croissance de l'activité réelle – autours de 1,5 %.

Les cadres qui sont au cœur de la gestion de l'entreprise doivent donc augmenter les cadences et répercuter sur leurs équipes les objectifs à tenir pour satisfaire les actionnaires. Stress, burn-out, malaise au travail, connexion pendant les jours de repos sont autant de conséquences liées à la gestion actionnariale de l'entreprise.

(...) supprimer 1 salarié sur cinq ! Ces plans se sont traduits, selon le dossier judiciaire, par « une politique d'entreprise visant à déstabiliser les salariées et agents et à créer un climat anxigène ». Ce **management par la terreur**, comme l'avait évoqué un technicien, entraînera plusieurs dizaines de suicides de salariés.

(...) ces techniques de « lean management », qui **visent à « dégraisser »** la production, ont, derrière une consonance moderne, un but simple : produire plus avec moins de personnel. Or, pour produire plus avec moins de salariés, il faut exercer une pression sur les salariés restants.

France telecom n'est pas un cas isolé. La direction de la SNCF pratique aussi un management ultra-agressif à l'égard des cheminots. Depuis 2017, plus d'une cinquantaine de cheminots se sont suicidés.

La grande hypocrisie de notre société est de faire comme si les burn-out, le malaise au travail ou les suicides étaient les conséquences de problèmes individuels et non pas structurels. La solution à la souffrance au travail (*voire dans la vie ou devrai-je écrire dans ce cadre qui profite à ce qui « enfle » ; c'est à dire à des enflures – ndlr*) se trouverait donc dans le développement personnel. Un dossier de l'Express entreprise, consacré au développement personnel débutait par les mots suivants : « Apprendre à gérer ses émotions ou certains traits de sa personnalité, développer son intuition, prendre confiance ... À l'aide de conseils d'experts et d'exercices, notre dossier vous donne les clés pour mieux vous connaître et gagner en sérénité au travail ». **Sur la misère des salariés se développe ainsi un autre business, amenant à toutes sortes de séminaires** (yoga, relaxation, méditation, etc.) **servant à masquer le fond du problème**, celui qui consiste à faire peser sur les salariés tous les ajustements **avec la complicité de l'État** qui vote des lois visant à retirer des protections légales aux salariés et encourage les privatisations et les restructurations qui s'ensuivent.

[Le harcèlement au travail](#)

Dans son best-seller mondial - Bullshit jobs – David Graeber montre, en s'appuyant sur des enquêtes et des témoignages, que les nouveaux métiers de services, principalement dans l'administration de bureau, le consulting, le management, l'information ou la comptabilité, sont inutiles et que, de l'avis des salariés eux-mêmes, leur disparition ne changerait rien à la face du monde. Ces emplois inutiles appelés « Bullshit jobs » ou « boulots à la con ».

La thèse de l'auteur est que les 1 % de la population qui contrôlent la majorité des richesses peuvent définir et imposer au reste de la population les tâches qu'ils jugent « utiles » ou « importantes ». Il constate que les emplois vraiment utiles comme infirmière, professeur, ou chauffeur de bus sont aujourd'hui dévalorisés et mal payés quand d'autres, inutiles, sont valorisés et mieux payés. Ce système de multiplication des « boulots à la con » s'intègre aussi selon Graeber dans une dynamique plus globale ayant pour but de maintenir « un consumérisme compensatoire ».

(...) L'auteur en appelle à une révolte du salarié moderne et à une vaste réorganisation des valeurs du travail.

David Graeber met en lumière le malaise d'une génération en quête de sens. Désormais, les diplômés qui occupent des places dans les postes de nouveaux services (marketing, informatique, etc.) questionnent le bien-fondé et l'utilité de leur contribution. D'autres livres, comme – La Révolte des premiers de classe - de Jean-Laurent Cassely, analysent ce phénomène via la reconversion des jeunes cadres vers un travail manuel. La recherche de sens et la remise en question des modes de production et de consommation actuels sont les motivations de ces reconversions. Les

études confirment cette tendance : selon le cabinet Accenture, 92 % des diplômés de 2016 estiment important de travailler dans une entreprise socio-responsable.

Ce phénomène est corrélé à celui du déclassement que nous venons de voir plus haut. En effet, un « boulot à la con » restera acceptable s'il est bien rémunéré. À partir du moment où les rémunérations baissent, où les cadences et les contrôles augmentent, l'absence d'utilité du travail devient flagrante et de moins en moins supportable. Un jeune salarié se dira : « À ce salaire, autant faire un travail qui a du sens ».

Sur ces questions, un fossé générationnel s'est clairement creusé entre l'ancien monde (celui qui recrute) et le nouveau (les jeunes diplômés).

(...) Les noms des postes ont été modifiés pour donner l'impression d'une absence de hiérarchie. Le but de l'entreprise reste le même que dans la conception de Ford, à savoir réaliser un maximum de profits.

Les grands groupes sont des multinationales qui pratiquent l'optimisation fiscale alors que les hôpitaux et l'éducation manquent de moyens. Ils contribuent également fortement au réchauffement climatique ; cent multinationales seraient responsables de 71 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre.

Hormis certains postes ultra-qualifiés dans des secteurs de pointe, les cadres d'aujourd'hui sont en train de subir le sort des employés et des ouvriers. Confrontés à la concurrence internationale et à la pression de la logique actionnariale, ils voient leur revenu diminuer tout en voyant leurs conditions de travail se dégrader. À cela s'ajoute une perte de sens dans les métiers. Trop souvent, les cadres sont présentés comme les élites de la mondialisation, cette image est fautive et très loin de ce que vivent aujourd'hui la majorité d'entre eux.

P.107-108-109-110

(...) tous subissent, à différents niveaux, les effets négatifs de la mondialisation, de la financiarisation de l'économie et de l'austérité budgétaire.

Le duo mondialisation-financiarisation a agi comme un rouleau compresseur pour les salariés des usines (en banlieue et en province) et pour les agriculteurs. La mise en concurrence avec des unités de production à l'étranger et la logique actionnariale ont exercé une pression sur les salariés afin qu'ils soient plus productifs que leurs voisins, sous peine de subir la délocalisation de leur usine.

L'État plutôt que de se ranger du côté des travailleurs, a accompagné ce mouvement en flexibilisant de plus en plus le marché du travail (pas de moins de dix-sept entre 2000 et 2013), transformant le salarié en meuble que l'on peut déplacer ou jeter pour préserver la marge des actionnaires.

Les agriculteurs ont certes profité de la mondialisation dans un premier temps en trouvant des débouchés au Moyen-Orient ou en Afrique, mais ils ont rapidement subi la pression de la concurrence internationale les entraînant dans une course à la mécanisation qui n'améliore en rien leur qualité de vie, bien au contraire.

La financiarisation des marchés des matières premières à partir des années 2000 a rendu les prix imprévisibles et complètement détachés des fondamentaux, compliquant encore plus les prévisions de recettes et les choix d'investissement des agriculteurs. Comme dans le cas des salariés, l'État s'est rangé du côté de la finance et de la mondialisation en abandonnant progressivement les prix garantis.

La mondialisation et la financiarisation sont des projets qui ont été promus par les élites politiques (de gauche comme de droite), le patronat et la technocratie étatique avec comme promesse un meilleur niveau de vie pour tous. Elles ont surtout déstabilisé et insécurisé des pans entiers de la

société française. Et l'État n'a fait qu'aggraver ce phénomène en réduisant les protections des salariés et des agriculteurs et en affaiblissant les services publics.

La base d'un nouveau projet de société plus humain (c'est à dire assurant à chacun un niveau de vie convenable dans un environnement plus sain) nécessite de redéfinir un autre cadre au fonctionnement de notre économie que celui imposé par le triptyque mondialisation-financiarisation-austérité.

Partie II

REMETTRE L'ÉCONOMIE AU SERVICE DE L'HUMAIN : COMMENT S'Y PRENDRE ?

P.114-115

(...) remettre en cause les facteurs structurels qui provoquent l'émigration. Cette voie cesse de considérer l'immigration comme un phénomène naturel (amené à augmenter continuellement) mais conteste les (l'émigration est la conséquence des – ndlr) règles du commerce mondial qui organisent le pillage des ressources des pays les plus pauvres, le manque d'accès au financement qui condamne l'activité économique et les plans d'ajustements structurels du FMI qui imposent privatisations et baisse des services publics.

En dehors des guerres, les premières causes de l'immigration sont les règles économiques. Comme le disait l'ex-député italien Jean-Leonard Touadi, dans une interview donnée au Monde : « On ferme les yeux car les ouvrir signifierait qu'il faut s'interroger sur nos responsabilités par rapport au modèle économique, aux échanges inégaux entre nos sociétés et ces pays, à une globalisation de l'injustice qui n'a pas suivi la globalisation des flux financiers et des marchés ».

Instrumentalisation des débats.

P.119

Ce qui m'embête, c'est le manque cruel de discussions sur les causes de l'immigration (...).

P.120

(...) à cause des politiques d'austérité imposées par la troïka – Commission européenne, Banque centrale européenne (BCE) et Fonds monétaire international (FMI) – qui ont ruiné l'économie de la Grèce (entre autres – ndlr).

P.121

(...) la Grèce s'est vidée de sa jeunesse. Les plans d'austérité ont réduit l'activité économique et le taux de chômage a explosé. Aujourd'hui, les Grecs sont plus pauvres qu'il y a dix ans. À cause de cette situation désastreuse, la jeunesse du pays est acculée à l'émigration.

P.122-123

Le pire est que la Grèce n'a pas choisi de mener ces politiques, elles lui ont été imposées de force par la troïka alors même que le peuple grec avait voté majoritairement – non – en 2015 au projet de réformes. L'exemple de la Grèce montre comment en Europe, des entités extranationales ont été capables, contre la volonté de la population du pays concerné, d'imposer des politiques qui ont engendré misère et chômage.

Avant la Grèce, la majorité des pays africains ont été des laboratoires des politiques d'ajustements structurels du FMI les obligeants à se spécialiser dans le secteur minier (qui n'a pas besoin d'énormément de main-d'œuvre), à confier leur production minière à des compagnies privées et à ouvrir leur économie à la concurrence mondiale. Cette politique a entraîné l'effondrement de l'agriculture locale ou de certaines branches industrielles qui sont pourtant plus pourvoyeuses d'emplois. Au niveau globale, elle a engendré des résultats économiques calamiteux, le taux de croissance du revenu par habitant en Afrique subsaharienne étant passé de 1,6 % dans les années 1960-1970 à 0,3 % entre 1980 et 2004 (c'est à dire à partir du moment où la plupart des pays ont adhéré aux institutions de **Bretton Woods** – FMI et Banque mondiale). L'ultra-spécialisation minière était donc un choix peu judicieux, or elle était rarement le choix du pays lui-même. Comme dans le cas de la Grèce, elle a souvent été imposée par le FMI contre l'échange d'un prêt.

Les conséquences sont catastrophiques pour les populations du pays et profitent souvent aux multinationales des pays riches.

P.125-126

Le Congo n'a aucune emprise non plus sur les volumes de production. Ce sont les compagnies pétrolières privées (Total et Eni détiennent la majorité de la production congolaise) qui exploitent les gisements et qui décident des volumes de production une fois les contrats pétroliers de partage de production signés.

L'ensemble des données relatives au gisement (son coût d'exploitation, la qualité du pétrole, etc.) sont établies par la compagnie exploitante qui est privée puisque le FMI pense qu'il faut confier l'exploitation de son « avantage comparatif » à une compagnie privée plutôt que de créer une compagnie publique ; le privé étant selon lui plus efficace que le public. Or, c'est sur ces informations, que le pays n'a pas les moyens de vérifier, que se négocient les contrats et la part qui revient à l'État.

Il y a clairement une asymétrie d'informations en faveur de la compagnie qui lui permet de récupérer une part avantageuse de la production pétrolière.

Plusieurs travaux montrent l'incapacité du Congo à avoir une quelconque emprise sur sa production.

(...) Cette dépendance des données de production des compagnies pétrolières rend difficile au ministère des hydrocarbures d'évaluer les propositions de développement de chaque champ faites par les compagnies.

Un autre rapport, émanant cette fois de l'AFD (Agence française du développement), montre que les compagnies pétrolières transmettent des estimations fausses aux États producteurs dans le but d'augmenter leurs profits.

P.127-128

Pour résumer, non seulement le FMI oblige les pays africains à se spécialiser dans la production minière à l'export alors que son contenu en emplois est faible, mais en plus il crée les conditions pour que le pays n'ait quasiment aucun contrôle sur le principal moteur de l'économie. Le gouvernement congolais ne contrôle ni le volume – déterminé par les compagnies pétrolières privées -, ni le prix – déterminé sur les marchés financier - d'un bien qui représente 90 % de ses exportation. Si à cela on ajoute le fait que l'ouverture au commerce international détruit l'agriculture locale au profit de celle, industrialisée, des pays du Nord, et que l'alignement du franc CFA sur l'euro est un non-sens économique et politique, on peut aisément dire que les marges du gouvernement congolais pour développer son économie sont extrêmement faibles, voire nulles.

La question de la corruption a bon dos pour expliquer les difficultés des pays africains. La réalité est bien plus complexe, et réduire le sous-développement à la corruption est malhonnête.

(...) compte tenu des conditions imposées par le FMI, même un gouvernement non corrompu – s'il en existe un dans le monde – n'arriverait pas à développer son pays.

Pour que l'émigration ne soit plus contrainte, il faut que chacun puisse avoir une chance de trouver la prospérité dans son pays. Or une condition nécessaire au développement des pays africains est de commencer par revoir en profondeur les règles de la mondialisation dont les institutions de **Bretton Woods** sont garantes.

P.129-130-131

Depuis une dizaine d'années, des territoires en France ont été fragilisés par le retrait des industries qui a fait exploser le chômage, ainsi que par le recul des services publics accentuant à juste titre le sentiment d'abandon de l'État. La crise de 2008 a donné le coup de grâce (...).

(...) **La réalité est que le modèle libéral, partout où il a été appliqué, a fait monter l'extrême droite, tout simplement parce qu'il est intrinsèquement inégalitaire** (raison pour laquelle, les parties d'extrême droite - facilement prévisible dans le temps et/ou dans le champ politique - sont créées et/ou en lien avec, pour, renforcer ce modèle. Malgré l'idée d'une opposition et/ou alternative. Le but étant d'avoir l'adhésion des gens qu'« ordinaires » et/ou de la base qui leur revient pour renforcer ce qui est encore au « centre » du monde – nldr).

D'ailleurs, les pays où il a été appliqué avec le plus de vigueur sont les premiers à avoir basculé dans les extrêmes, comme le monde l'exemple des États-Unis et du Royaume-Uni.

En France, les gouvernements successifs de droite comme de gauche (tendance social-démocrate) ont imposé des réformes demandant à chacun de faire des efforts supplémentaires au moment même où beaucoup voyaient leur qualité de vie se dégrader.

(...) tout cela a été justifié par le fait que l'État n'avait plus les moyens (le cynisme sans borne ou tout bonnement décomplexé. En devenant haut-fonctionnaire ils se moquent du monde ou de ce qui leur sert de base électorale, pour « avancer » dans ce qu'ils se figurent être la vie et/ou de leur ressort pour renforcer ce cadre ; c'est à dire ce jeu à la con. Ils le voient, prennent comme un « sport » – nldr).

(...) des élites intellectuelles et artistiques, se mobiliser en faveur des migrants (« ça fait bien » ; malgré les apparences dont ils sont à l'origine, c'est pour encore croire en leur histoire. Ils font « chier » le monde dans l'idée d'être pilier et/ou essentiel – nldr) en revanche beaucoup moins contre les fermetures d'usines.

(...) en plus qu'on vous rabâche à longueur d'ondes que la France n'a plus les moyens, vous vivez dans un monde où tout semble difficile à obtenir. Difficulté à trouver un emploi, un logement social, une place en crèche ou à obtenir un rendez-vous chez le médecin (et malgré cela, JAMAIS vos conditions de vies feront surface GRÂCE aux personnalités hautes en couleurs qui s'en chargent ! Et/ou qui vous charment - nldr).

P.132-133

(...) l'erreur est de ne pas comprendre cette instrumentalisation. En même temps, **il est plus facile (« acceptable ») aujourd'hui dans les médias de tenir des propos critiques sur les immigrés que sur le libre-échange, la finance ou l'austérité budgétaire**. Ces phénomènes sont pourtant les premiers responsables de la situation des habitants de ces régions.

(...) comprendre les ressorts profonds qui contraignent des populations entières à émigrer.

(...) **comprendre les mécanismes économiques qui empêchent les pays de se développer et n'offrent à leur population jeune que le chômage et la misère**. Cela suppose d'en finir avec les agissements des organisations internationales et de permettre aux pays en développement d'avoir accès au financement pour pouvoir mener des politiques économiques plus appropriées (elles peuvent être difficilement pires que celles préconisées par le FMI).

SAUVER LES SERVICES PUBLICS

P.135

Ne faisons pas de détour : les services publics sont menacés depuis de nombreuses années. Notre technostucture composée d'un petit groupe de hauts fonctionnaires fait tout pour les mettre au pas en commençant par y injecter des techniques de gestion du secteur privé, puis en les libéralisant et en finissant par les privatiser. Tous les prétextes sont bons pour les appauvrir afin de les rendre inefficaces pour ensuite les céder, sans opposition de la population, au secteur privé. Des pans entiers du secteur public sont concernés, allant des entreprises publiques comme la SNCF, EDF, ENGIE, ADP ou La Française des jeux aux services publics non marchands comme l'éducation, les hôpitaux, ou les pompiers (qui sont gratuits à l'utilisation mais financés par l'État c'est à dire l'impôt). Tous sont soumis à la réduction des moyens, au management organisationnel du privé, à la libéralisation voire à la privatisation.

P.136-137

À partir des années 1990, la Commission européenne exige des États, membres (... quelle chance ! - ndlr) de libéraliser des vastes secteurs de leurs économies respectives (télécommunications, réseau postal, transport aérien, transport ferroviaire, énergie). L'objectif est de casser des monopoles verticalement intégrés afin de faire jouer la concurrence. EDF est donc contrainte, de l'amont à l'aval, d'opérer une séparation juridique entre ses activités (création d'ERDF pour la gestion et l'aménagement du réseau de distribution et de RTE pour le réseau de transport de l'électricité). L'État reste actionnaire dans son rôle de « stratège » opérant un pilotage de long terme des différentes activités de l'entreprise laisse progressivement place à un « État pantouflard », c'est à dire gardant l'actionnariat par sécurité mais sans plus imposer sa vision.

La libéralisation, accompagnée de l'effacement de l'État (il faut voir le monde se battre à chaque élection présidentielle ! Pour faire quoi au juste = c'est par intérêt personnel ! Ou parce qu'ils ne dérangent pas ce qui leur permet de se « présenter » ; « d'écrire l'histoire » avec un grand H... - ndlr), a un impact négatif sur le positionnement de nos énergéticiens qui se sont mis à se concurrencer entre eux alors que leurs activités étaient initialement bien définies et complémentaires. Par exemple, Areva et EDF, deux entreprises publiques autrefois partenaires, se sont lancées dans une guerre commerciale.

Cette mise en concurrence, nous disait-on, devait entraîner une meilleure efficacité. Elle a surtout été un gouffre financier d'argent public et une imbécillité sans commune mesure d'un point de vue de la politique industrielle (il serait temps de s'en rendre compte ! Tout en sachant que des vendus et/ou la fanatique à cette idéologie et/ou à ce paradigme, feront tout pour ne pas le RÉALISER ; en sortir, au final - ndlr).

On est en droit de s'interroger sur les raisons qui ont poussé nos dirigeants à casser nos monopoles publics ou à créer les conditions de la mise en concurrence d'entreprises publiques (ils sont assez « intelligents » c'est à dire malin pour en trouver une, « bonne » raison afin d'être encore responsable et non coupable ; c'est à dire à rester intouchable. Vue d'en « bas » forcément ça donnera l'impression qu'ils sont « sacrés ». Réalisez bien la puissance de la suggestion, en Retour pendant qu'il y aura des experts qui vous maintiendra, expliquera ce qui sera juste d'estimer ; de CROIRE et/ou d'avoir en Retour - ndlr).

Elles sont avant tout idéologiques. Dans la tête des nos élites – hauts fonctionnaires comme dirigeants des entreprises concernées -, les mécanismes de marché permettent une meilleure allocation des ressources que l'État qui aurait tendance au gaspillage. Le plus surprenant est que ce

type de raisonnement sort de la tête de ceux qui pilotent l'État au plus haut niveau. La technocratie étatique est la première à vouloir imposer la logique du marché à la sphère publique.

On se souvient à ce sujet, après les nationalisations de 1982, des déclarations de certains dirigeants d'entreprises publiques comme Georges Besse, PDG de Pechiney : « Privée, publique ou multinationale, une entreprise, ça se dirige de la même façon », ou Alain Gomez, PDG de Thompson : « il faut conserver le profit comme seul critère de jugement et de décision ». D'ailleurs, tous les dirigeants d'entreprises publiques de l'époque n'hésitèrent pas à supprimer des postes. La logique du privé est ancrée dans la tête des hauts fonctionnaires et des dirigeants d'entreprises publiques qui sont souvent d'anciens hauts fonctionnaires.

P.138

En France, nous sommes dans un mélange des genres extrêmement malsain entre grandes firmes et haute fonction publique. Emmanuel Macron, inspecteur des Finances puis banquier chez Rothschild, en est le meilleur exemple. Il faut bien garder à l'esprit que, dans notre pays, il est possible de diriger la Sécurité sociale un jour puis le lendemain de travailler pour AXA. Tout comme il est possible de passer de la législation fiscale à la direction fiscale d'un grand groupe (*c'est IMPUNI ; c'est à dire il y a AUCUN MAL, aucune conséquence ... Bien au contraire – ndlr*). Cette poignée de hauts fonctionnaires, diplômés de l'ENA, n'ont pas été formés pour servir l'État mais plutôt pour se servir (*le, dépecer – ndlr*).

Les grands groupes n'ont plus besoin de se payer des lobbyistes pour prétendre dénoncer l'inefficacité de la sphère publique par rapport à celle du privé, les hauts fonctionnaires ont déjà été formés pour défendre l'économie de marché contre l'État. Il suffit de lire les rapports de Bercy ou de la Cour des comptes pour comprendre leur vision de la politique économique. Ils veulent imposer à la société, sous couvert de neutralité, la réduction du nombre des fonctionnaires, l'augmentation du temps de travail pour les enseignants, le contrôle des chômeurs (*qu'engendre ce modèle économique qui enrichit les plus intéressés ou pragmatique à savoir ceux, celles qui ressortent comme étant les « meilleur-e-s » ; une « minorité ». Mais à force d'esprit, ils sont capable de conserver la main et/ou le contrôle sur ce qui leur sert, profite en ce sens ; fait – ndlr*), le recul de l'âge de la retraite, la baisse des pensions, la réduction des durées d'hospitalisation, la baisse des dotations aux collectivités locales, etc.

P.140

Le premier moteur de la casse du modèle social, des services publics et des entreprises publiques est au cœur de l'État. Ce sont eux qui imposent par pure idéologie l'économie de marché aux entreprises publiques. Aujourd'hui, EDF ou la SNCF, bien que publique, sont gérées comme des entreprises privées. Elles sont portées sur l'exportation plutôt que sur le fait d'offrir un service de qualité aux usagers en France. Elles sont comme objectif principal le profit et se concentrent sur des projets permettant d'engranger de forts bénéfices, comme le CDG-express pour la SNCF au détriment d'autres jugés moins rentables comme les lignes de province ou de banlieue (qui jouent un rôle dans la vie de tous les jours) ; (*ce ne sont plus des entreprises à but non lucratif mais des entreprises qui doivent rapporter, faire de l'argent pour renforcer le confort, de présences qui se définissent comme étant actionnaires ou rentiers = augmenter leur profit = qui dépendent du marché. Et qui sont à la base de leurs « ressources » ? ... Ce sont les gens ordinaires, qui leur donnent le change pour ne pas « atterrir » et/ou le réaliser ça. Ils sont là pour le « + » ou extraire le jus de ce qui leur sert de base, d'explication et/ou raison d'être ; de ressources – ndlr*).

À la casse des monopoles publics s'ajoute la libération des prix de l'énergie. Historiquement, les prix du gaz et de l'électricité étaient fixés par les pouvoirs publics, notamment pour protéger le

consommateur de la volatilité des prix. À partir de 2000, il a été offert aux consommateurs la possibilité de quitter les tarifs réglementés d'EDF pour des offres de marché, les prix de marché devant être moins chers que ceux réglementés par EDF puisque, en théorie, la concurrence est supposée les faire baisser (*c'est incroyable que cette histoire n'ait pas été démontée jusque là ; tienne encore, aujourd'hui. Et pour que ça tienne, alors il faut que ça, ait raison du monde – ndlr*).

P.141-142

En 2006, la classe politique répond au mécontentement des usagers et met en place le TARTAM (tarifs réglementés t r a n s i t o i r e s d'ajustement au marché) qui permet aux consommateurs professionnels qui avaient quitté les tarifs protégés d'y revenir. En 2009, François Fillon, pressé par les possibles sanctions européennes (*je ne comprends pas cette soumission ou la raison de leur adhésion ? Quel est leur intérêt ?! - ndlr*), fit voter une loi, la loi NOME (Nouvelle Organisation du Marché de l'Électricité) plus conforme aux traités européens avec l'abandon progressif du TARTAM et l'obligation pour EDF de céder une partie de sa production nucléaire à ses concurrents. Arrêtons-nous un instant devant cette usine à gaz et interrogeons-nous sur l'utilité de ces transformations. À quel besoin social ou environnemental répondent-elle ? Aucun. Toute cette intelligence est mobilisée dans un seul but : transformer une entreprise publique délivrant un service public à ses usagers – l'électricité – en une entreprise se rapprochant des critères de l'économie de marché. Cette libération a un but, elle prépare souvent la privatisation.

Pour avoir une idée de la suite du processus de libéralisation du secteur de l'énergie, il faut observer le cas du Royaume-Uni, souvent mis en avant comme « exemple à suivre » par la Commission européenne. La libéralisation du marché de l'électricité britannique visait à casser les monopoles publics et à permettre l'apparition de nouveaux concurrents afin de faire baisser les prix (*pendant ce temps ils ont eu du « Bean » pour détourner leur attention de ce qu'ils auraient dû réaliser avant que ça se passe c'est à dire que ça soit, «possible »– ndlr*). Les résultats ont été radicalement opposés. Le processus de libéralisation a donné naissance à un oligopole de six entreprises se partageant le marché en l'absence de toute menace concurrentielle crédible. Elles exercent collectivement un pouvoir sur les prix (*et derrière les prix, qu'est-ce qu'il y a ? ... Des vies. Et tant que ça RAPPORTE c'est à dire de LIMITE alors il n'y aura pas de mal et/ou de limite les concernant – ndlr*).

P.143

En théorie, l'ouverture des marchés devait profiter au consommateur ; en pratique, elle a surtout profité aux compagnies privées.

L'ouverture à la concurrence est un leurre. Elle part du principe **que plus de concurrence amène forcément à un service moins cher et de meilleure qualité**. La réalité est qu'il faudrait démocratiquement demander aux usagers – et pas aux hauts fonctionnaires – ce qu'ils attendent d'une entreprise publique.

P.144-145

La question du secteur public ne doit plus rester entre les mains d'une technocratie acquise à l'économie de marché, il faut permettre aux utilisateurs de définir leurs besoins sociaux.

Renforcer les services publics pas avec une fausse consultation visant ensuite à faire passer des réformes libérales, comme Emmanuel Macron l'a fait lors du Grand Débat (*au frais de l'État c'est à dire du contribuable - ndlr*) mais avec un vrai débat démocratique.

Les fonctionnaires sont volontairement représentés comme un poids qu'il faudrait absolument réduire. Le programme qui obtiendrait le soutien de l'élite intellectuelle et médiatique est toujours celui qui vise à supprimer un certain nombre de fonctionnaires.

P.146-147

Il est important de revenir sur les raisons de l'existence du statut de fonctionnaire. Des fonctions aussi larges que l'éducation, la santé, la justice ou la police doivent s'exercer sur la base du respect des principes démocratiques du service public, comme l'impartialité, la neutralité, la probité ou l'égalité de traitement des citoyens. Le statut est moins tourné pour avantager le fonctionnaire que pour servir le citoyen (*en ayant les vertus précédemment désignées, la personne est susceptible d'accéder à ce corps ; à ce noyau de fonctionnaires – nldr*). En mettant les fonctionnaires à l'abri de l'arbitraire, il rend plus difficile l'instrumentalisation à des fins partisans par un pouvoir politique. C'est (*normalement en fonction de l'intégrité de la personne investie – nldr*) une garantie d'indépendance. Ainsi, Vincent Bolloré peut à sa guise licencier l'ensemble du personnel de Canal+ et réorganiser entièrement la programmation de cette chaîne pour défendre les intérêts de son groupe ou de ses amis politiques. Mais le statut de fonctionnaire empêche Robert Ménard, maire de Beziers, par exemple, de réorganiser les services publics en fonction d'objectifs personnels et politiques.

Que se passerait-il demain si les médicaments et les consultations n'étaient plus remboursés par la sécurité sociale ? Comme dans le cas des États-Unis, une large frange de la population ne pourrait plus se soigner (chaque année, 2 millions d'Américains font faillite à cause de factures médicales). Et rien n'assure que pour ceux qui pourront payer le service, il doit moins coûteux.

P.148-149

(...) au final, la construction d'écoles coûterait en moyenne 40 % de plus par délégation au privé, et celle des hôpitaux 70 % en plus (*il s'agit de remplacer la dévotion par l'intérêt personnel. Et tout cela pour donner le change et/ou une raison à ce qui ressortira forcément comme étant une « bénédiction » et en réalité être à l'origine de la misère celle qui rapporte « gros » = qui donne le change à des présences qui se MOQUENT du monde – nldr*).

Le service public, à l'origine, avait donc un but : assurer aux citoyens une mission stable dans le temps. Remettre ces services au secteur privé, c'est ne plus contrôler leur tarification, c'est tenir encore plus (notamment avec la rémunération des actionnaires) d'enjeux de rentabilité dans les choix de ces services et, enfin, c'est en barrant l'accès aux plus démunis (des présences qui deviennent de la matière pour que d'autres continuent à avoir en Retour le sentiment d'une « réussite » sociale et/ou d'une « progression » personnelle – nldr).

L'argument du fonctionnaire qui serait coûteux ne tient pas. Les dépenses de fonctionnement des administrations sont stables depuis 1978 (*en revanche l'emploi ou l'utilité des hauts fonctionnaires, désignés comme étant le « crème de la crème », « l'élite », a effectivement un coût à la société de là à remettre en question leur utilité, bien-fondé et/ou pour leur ôter des mains, ce dont ils étaient en charge, responsable ; « capable »– nldr*).

P.150

La casse du service public (via la libéralisation, la suppression de moyens ou l'insertion de techniques de management issus du privé) est avant tout idéologique.

Tout montre que le public est moins cher parce qu'il n'a pas à rémunérer des actionnaires (*profiteurs, opportunistes. Il font de la vie une question d'argent, un marché ou devrai-je écrire un enfer sur terre. L'objet même d'une vie, d'une existence terrestre et/ou humaine, serait l'argent –*

ndlr), que les taux d'intérêt offerts par l'État sont plus faibles et que, lorsqu'il est en monopole, il s'épargne des dépenses de marketing et de publicité (*avec le système libéral, les choses finiront également par un monopole mais là, privé ; c'est à dire dans et pour l'intérêt d'une poignée contre, l'INTÉRÊT GÉNÉRAL– ndlr*).

(...) **Pendant des années, nos dirigeants se cachaient derrière le poids de la dette publique pour promouvoir des réformes libérales.** Le raisonnement avancé consistait à dire qu'il n'y avait pas le choix compte tenu du montant de la dette publique que nous allions laisser aux générations futures. Cette fable est aujourd'hui largement remise en cause (... *mais elle n'est pas encore entendue et/ou audible pour que les personnes qui en font la promotion ne puissent plus s'engager sur ce terrain – ndlr*).

P.151-152

(...) Or, pour l'hôpital public, l'éducation, la culture et la prise en charge décente de la dépendance, il faut investir et créer de nouveaux postes (*investir de nouvelles personnes ayant les vertus précédemment désignées – ndlr*). La création de 100 000 postes de fonctionnaires (*ce n'est pas un métier, une planque ! Mais une vocation -ndlr*) coûterait 4,5 milliards d'euros par an – soit le montant perdu avec la réforme de l'ISF.

Le choix politiques d'Emmanuel Macron et de François Hollande ont été d'offrir des baisses d'impôts aux plus riches ou aux entreprises sans contreparties, et de contrebalancer par des coupes dans les dépenses publiques.

Macron prévoyait d'offrir 24 milliards de baisse d'impôts aux entreprises et aux ménages les plus riches et de réaliser 25 milliards d'économie sur la sphère sociale. Ça n'a pas empêché de grands économistes de trouver son programme équilibré (...).

Ces manœuvres ont profité principalement à ceux qui les avaient exigées, c'est à dire le patronat et les plus fortunés. Il est temps de revenir sur ces mesures et de retrouver des marges de manœuvre budgétaires pour investir dans nos services publics, qui sont le socle d'une société plus juste et donc plus apaisée.

EUROPE

P.154-155-156

Ce soir-là je partageais des tables rondes avec le gratin du journalisme et des think tanks pro-européens. Comme les résultats de l'enquête montraient que les jeunes étaient sceptiques à l'égard de l'Union Européenne, il fallait donc que de bonnes âmes leur expliquent qu'ils n'avaient pas bien perçu les choses – dans le jargon politique, on appelle ça faire de la pédagogie – et que **l'Europe apportait énormément de bienfaits même si elles s'étaient incapables d'en citer une, hormis peut-être le fameux programme Erasmus.**

L'Europe, un symbole de démocratie ... M. Werly a dû oublier que les français avaient voté « non » au traité constitutionnel en 2005 et qu'on le leur a imposé trois ans plus tard ; il a, certainement par étourderie, manqué que les Grecs avaient voté « oxi » (non) aux réformes de la troïka en juillet 2015 et qu'on les leur a également imposées un mois après ; il a probablement aussi omis que des citoyens européens avaient dit « non » à 95 % aux tribunaux arbitraux du TAFTA lors d'une consultation publique organisée par la Commission européenne et qu'aujourd'hui figurait pourtant dans tous les traités de libre-échange signés par la Commission la possibilité d'avoir recours à ces tribunaux.

La particularité est qu'il soustrait le litige aux cours de justice nationales ou européennes pour le confier à une instance arbitrale supranationale.

Par exemple, dans le cadre du traité de libre-échange États-Unis/Équateur, le Centre international de règlement des différends sur l'investissement (CIRDI) a condamné l'Équateur à payer 1,77 milliard de dollars à Occidental Petroleum car l'Équateur a mis fin à un contrat avec l'entreprise qui ne respectait pas ses obligations.

Le cigarettier Philip Morris a utilisé la même procédure en 2010-2011 contre les gouvernements de l'Uruguay et de l'Australie car ces nations menaient des campagnes antitabac.

La démocratie en Europe, c'est Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne, qui en parle le mieux quand il dit que « les choix démocratiques ne peuvent s'exercer contre les traitements européens ». Tout est dit.

P.157

Aucun pays n'a respecté l'accord de la COP21 à ce jour, ce qui en dit long sur l'intérêt que portent nos dirigeants européens à la question climatique.

P.158-159

On reste dans des phrases creuses pour réhabiliter l'Union européenne (...).

(...) une volonté de paralyser la politique économique des États au moyen de règles contraignantes. D'un côté, on limite fortement la politique budgétaire (ce qui n'a aucun fondement économique et est même idiot en période de récession), de l'autre, on externalise la politique monétaire.

Il existe bien, en Europe, une architecture institutionnelle bien établie qui impose une logique économique – marché unique, monnaie unique, liberté de circulation des capitaux, etc. - qui a des conséquences sur les États – baisse de la fiscalité, dévaluations internes, etc.

P.160

(...) ces articles sont une arme pour imposer au peuple des réformes libérales et réduire l'espace de délibération des élus dans chaque pays. Visiblement, M.Ricard et aucun autre des intervenants ne semblaient en avoir connaissance.

(...) depuis 2008, la Grèce a perdu un quart de son PIB (*depuis qu'elle est encadrée, dans son « intérêt » – ndlr*), le chômage y a augmenté de 190,5 %, la dette de 36,5 % et le revenu par ménage à diminué de 30 % ; la mortalité infantile y a augmenté de 42,8 %, les suicides de 44 % et la dépression de 272,7 %. Effectivement, ce n'est pas si terrible que ça ...

P.162-163-164

Cette table ronde a bien résumé le débat sur l'Europe depuis vingt ans. Il faut tourner autour du pot, balancer de grandes généralités vides de sens du type « l'Europe, c'est la paix », mais surtout ne jamais entrer dans les détails techniques, ne jamais évoquer les articles des différents traités, les négociations opaques entre les gouvernements et la Commission européenne dont les citoyens sont tenus à l'écart, les négociations secrètes avec d'autres pays pour signer des traités de libre-échange et auxquelles nos élus ne participent pas, les paradis fiscaux en Europe, les cures d'austérité imposées, les choix démocratiques enterrés.

Il y a une forme de déni de la part des élites visant à cacher, repousser, masquer ce qu'est réellement l'Union européenne tout en se drapant dans une posture morale.

En 2005, à la victoire du « non » au traité constitutionnel, la plupart des forces de gauche (en dehors du PS qui soutenait le « oui ») n'étaient pas farouchement contre la construction européenne mais réclamaient une Europe sociale et solidaire à l'opposé de celle de Maastricht.

(...) j'ai toujours rêvé, a minima, d'une Europe qui désarme les marchés financiers, qui lutte contre les paradis fiscaux, qui mette fin à la concurrence fiscale et sociale entre pays européens, qui finance les services publics et la transition énergétique.

(...) aujourd'hui, une multinationale peut s'installer en Europe, profiter de 500 millions de consommateurs et, grâce à la concurrence fiscale, payer un impôt microscopique.

(...) il faut se rendre à l'évidence, toutes les alternatives ont eu l'effet d'un coup d'épée dans l'eau.

Le 10 février 2016, pendant le quinquennat de François Hollande, 158 économistes (dont moi) publient un appel dans – Le monde – pour sortir de l'impasse. Il sera suivi d'une conférence à l'université de la Sorbonne et d'un livre. Aucun membre du gouvernement ne rebondira sur ce texte. En décembre 2018, Thomas Piketty lance le TDEM – un projet de traité de démocratisation de l'Europe – soutenu par 120 intellectuels (dont moi à nouveau) et responsables politiques de toute l'Europe. Le projet a recueilli plus de 100 000 signature en quelques mois. Résultat : Rien.

Depuis le début, le débat sur l'Europe est instrumentalisé.

L'Union européenne, telle qu'elle fonctionne aujourd'hui, profite à quelques intérêts puissants.

Ce n'est pas pour rien que nos commissaires européens finissent toujours par travailler dans de grands groupes (qu'ils devaient soi-disant combattre lorsqu'ils étaient commissaire).

P.165

L'Europe a favorisé les multinationales et son objectif à peine masqué est de leur offrir des pans entiers d'activité – retraite, services publics, santé.

Nos élites françaises ont capitulé : la droite par adhésion au projet libéral de l'Europe (tout en se défaussant sur l'Europe quand cela l'arrange) et les socialistes par moralisme teinté d'un faux modernisme mélangé à un avatar d'internationalisme.

P.166-167

(...) la promesse de François Hollande de renégocier les traités. Pourtant il avait de nombreux soutiens à l'époque : le Portugal, l'Italie, et l'Espagne. Avec ces trois pays, la France disposait de plus de 50 % du PIB de la zone euro.

(...) la loi Macron, portant le nom de ce ministre que les médias présentaient comme « innovant », nous avons eu droit aux mêmes débats stériles qu'en Espagne et en Italie sur l'ouverture des magasins le dimanche, la libéralisation des professions réglementées, suivis des réformes sur le marché du travail et aujourd'hui sur les retraites. On ne peut que remarquer les ressemblances entre la loi Macron et la loi italienne de 2006 intitulée « Libéralisation et promotion de la concurrence et de la compétitivité ». Conduite elle aussi par un gouvernement dit de gauche (celui de Romano Prodi, qui a été également président de la Commission européenne), elle concernant quasiment les mêmes professions réglementées : avocats, pharmaciens, notaires et taxis. Idem pour le travail dominical qui a connu une ample libéralisation dans d'autres pays européens.

(...) l'Europe a provoqué en Grèce une des plus graves crises humanitaires en temps de paix.

Les partisans d'une autre Europe restaient sur les faits, discutaient des textes, proposaient des alternatives crédibles alors que les autres s'en tenaient à des généralités, prédisant l'apocalypse au moindre changement et stigmatisant toute discussion à propos d'une éventuelle sortie.

Pendant des années, dès lors que vous évoquiez la possibilité de sortir de l'euro, on vous ramenait à Marine Le Pen, alors que les positions de son parti contre l'Europe libérale (... sont « opaques » – nldr).

(...) le but de nos adversaires n'est pas d'échanger sur la base de chiffres et d'arguments sérieux, mais bien de mentir et de cacher une triste réalité : l'échec économique du marché unique, la malfaçon de l'euro et les millions de vie brisées par l'austérité (une ruine qui profite aux présences qui tiennent à leur image d'Épinal et/ou source, à leur « enrichissement » personnel – nldr).

Il faut se rendre à l'évidence, le fruit est pourri de l'intérieur et un changement ne sera pas possible sans faire exploser la matrice de l'Union européenne (défendu à coup de mauvaise foi pendant que ça doit encore, faire impression ; c'est à dire faire autorité et/ou, FOI ; maintenir les gens en un ordinaire, sens dont ils ne devront pas réaliser le fond, des choses, au-delà des apparences dont ce qui leur sert d'autorité, devront continuer à tenir ; c'est mécanique – nldr).

Et pour cela, il n'y a pas 106 solutions, il faut ouvrir une violente crise (brèche – nldr) et être prêt à en sortir le cas échéant.

P.168

Il faut en finir avec les contes de fées, les règles sont en train de tuer certains Européens au sens propre et d'en condamner des millions d'autres au chômage. On ne peut pas faire comme si de rien n'était au nom de la sauvegarde d'une monnaie. Il est urgent de poser le problème de la sortie de l'euro. Elle est la seule voie pour débloquer la situation.

DOMPTER LA FINANCE

P.172-17-174

Les raisons avancées pour justifier la fermeture des raffineries étaient toujours les mêmes. Surcapacités de production et marges trop faibles. Le marché devait se rééquilibrer en diminuant l'offre. Mais **la réalité est beaucoup plus complexe et une grosse partie des maux du raffinage trouve sa source dans la financiarisation de l'économie.**

(...) Les raffineries françaises se trouvent donc obligées d'exporter leur production d'essence qu'elles n'arrivent pas à écouler en France et d'importer du diesel d'étranger. L'argument de la surcapacité ne tient plus.

C'est là qu'interviennent tous les travers de la logique financière.

Entre 2004 et 2014, les compagnies pétrolières ont fait des profits record, mais paradoxalement cela n'a pas entraîné d'investissements importants dans les raffineries. Pire, les compagnies pétrolières ont commencé à vouloir se séparer de certains sites. Pourquoi ? Tout simplement parce que la financiarisation de l'économie divise l'activité d'une compagnie pétrolière en entités homogènes afin que les dirigeants d'entreprise puissent identifier les entités les moins rentables et s'en débarrasser. On distingue donc l'entité exploration-production (appelé communément « l'amont ») et celle du raffinage et de la distribution de d'essence (« l'aval »). Et comme les retours investissement sont plus élevés dans l'exploration-production que dans le raffinage et la distribution d'essence, il faut donc concentrer la majorité des fonds sur l'amont (le « + » - nldr). Au final, plus les profits des compagnies sont importants en exploration-production plus celles-ci veulent fermer des raffineries car la logique boursière pousse la direction à vouloir satisfaire les actionnaires en se séparant des unités de production les moins rentables. **Les salariés du raffinage comme beaucoup d'autres sont donc prisonniers de cette logique financière qui permet qu'il soit possible d'augmenter la valeur** d'une action en licenciant, fermant ou délocalisant un site de production.

P.175

Le calcul de la marge brute dépend donc davantage de la volatilité des prix des produits raffinés et du brut sur les marchés que de la productivité réelle des acteurs du raffinage, d'ailleurs souvent tenus pour responsables des pertes du secteur.

P.176-177-178

Les marges, soumises à la volatilité des marchés, sont déconnectées de la réalité du fonctionnement des raffineries et peuvent fluctuer aussi rapidement que la valeur d'une action en Bourse. **Le plus choquant dans cette construction financière est que des salariés ainsi que leurs familles – qui n'ont aucune emprise sur les marchés de Rotterdam et du pétrole brut – soient pris en otage par les fluctuations malencontreuses de ces marchés et en assument entièrement les risques** (fermetures de sites, pertes d'emplois, etc.).

Que vont répondre les élites économiques et médiatiques à ces fermetures de raffineries ? Que c'est la logique économique et qu'il faut accepter le principe de la construction créatrice, qu'il faut que ces familles soient mobiles (..). Tous les arguments sont bons pour cliver en opposant la vieille industrie polluante à la nouvelle industrie soi-disant propre, humilier les salariés refusant la mobilité, l'adaptation ou, nous dira t-on, l'écologie, et in fine justifier la fermeture.

Jamais, il n'est question de remettre en cause la financiarisation de l'économie (dit autrement toute chose sur terre, est, sera, restera une question de « fric » et/ou de défense, d'intérêt – ndlr) qui abandonne ces salariés au hasard des actions du marché ou de rappeler l'importance des raffineries qui assurent notre sécurité d'approvisionnement.

(...) la logique actionnariale ...

Cet exemple des raffineries nous permet de comprendre comment la sphère financière peut avoir un impact négatif sur l'économie du réelle. Comme **le but d'une entreprise est désormais de distribuer des dividendes aux actionnaires, nous voyons comment les dirigeants** (dont la rémunération est reliée à celle de l'actionnaire) vont sous-investir dans certaines entités moins rentables et surinvestir dans d'autres, sacrifiant ainsi des pans entiers de leur activité. Pour que cette logique soit appliquée au maximum, il faut également construire des indicateurs qui confortent la logique financière, comme c'est le cas de la marge de raffinage. Au final, ce n'est pas la finance qui est au service de l'entreprise mais bien l'entreprise qui est au service de la finance.

P.179-180-181

La finance détourne les ressources de l'économie réelle, elle favorise l'austérité salariale et les délocalisations et organise l'évasion fiscale.

En 2008, les États ont décidé de renflouer les banques avec l'argent du contribuable (ce qui était le meilleur choix) mais n'en ont pas profité pour réguler la finance. Il n'y a pas eu de remise en cause de l'efficacité des marchés financiers et de l'impact de la finance sur les entreprises ou la croissance économique. **Avec le renflouement des banques, les dirigeants et hauts cadres des banques ont pu conserver leur emploi et toucher des bonus alors que les plus précaires étaient jetés dans la pauvreté** (inconsciemment ça leur donne le change ; c'est à dire ça leur permet de se sentir « riche », « meilleur », « puissant » et/ou « en droit » en retour. C'est narcissique ou mauvais à ce point - ndlr). À peine remis de la crise, ces marchés financiers avides n'ont pas hésité à attaquer les États (qui les avaient renfloués) lorsqu'ils jugeaient leur dette (chacune des parties sont dans leur rôle en un sens ; d'un côté les ultra-intéressés, « riches » ou les + sans gêne, et de l'autre les plus

désintéressés, « pauvre » et/ou qui éprouvent encore de la gêne ; c'est à dire qui ont du MAL à le RÉALISER, à le voir, croire et/ou à le, percuter – ndlr). Le sauvetage des banque payé avec de l'agent public n'avait en réalité que remis de l'essence dans une voiture sans frein.

E.Macron a gagné plus de 3 millions d'euros en quatre ans chez Rothschild.

La finance, telle qu'elle fonctionne aujourd'hui, ne nous a pas été imposée par une force divine. Elle est le fruit d'un long processus de déréglementation depuis les années 1980. Actuellement, à part une poignée de financiers, tout le monde y perd. Il est donc important de changer son fonctionnement (heureusement qu'il y ait la misère afin de pouvoir « s'en sortir » personnellement dans ce qui est la « vie » ! Afin de prouver notre « valeur ». C'est à dire devenir, la copie « conforme » à ce qui pourra encore + se moquer du monde et/ou « durer » ; à ce qui est excessivement narcissique et/ou intéressé ; pourri – ndlr).

P.182-183

Il faut également imposer un contrôle sur les mouvements des capitaux, surtout sur les capitaux à court terme spéculatif. Le capital peut actuellement librement circuler et jouer de la concurrence entre États pour s'installer. De leur côté, les investisseurs exigent des placements du plus en plus liquides pour pouvoir acheter et revendre le plus rapidement possible. Il faut pénaliser les placements de court terme et mettre en place une vraie taxation sur les transactions financières pour décourager la spéculation.

(...) ces propositions n'ont rien de révolutionnaire et ont déjà pour la plupart d'entre elles été mises en place à certaines périodes de l'histoire. La finance a pris trop de place dans notre économie, elle est responsable de plusieurs crises qui ont frappé durement les populations.

Elle enrichit quelques-uns, mais elle est néfaste pour la majorité d'entre nous.

Il est donc nécessaire de la réguler pour la remettre au service de la société (sur le BON, le DROIT chemin - ndlr).

Albert Einstein disait : « Le monde que nous avons créé est le résultat de nos pensées. Il ne peut être changé sans que l'on change notre manière de penser ».

P.190

L'humanité, au sens large, jouit aujourd'hui d'une abondance de biens qui dépasse largement les besoins incompressibles des êtres humains. 100 milliards de vêtements sont fabriqués chaque année, la production agricole pourrait nourrir 11 milliards d'individus, alors que nous sommes 7 milliards sur terre – avec près de 800 millions de personnes sous le seuil de pauvreté donc souffrant de la faim et n'ayant pas accès aux biens de nécessité essentiels. Les pénuries ne sont donc pas dues à une augmentation trop forte de la population conformément à la prédiction de Malthus, mais à une mauvaise répartition entre les individus des fruits de la croissance. Cette répartition inégalitaire est double : à l'échelle des pays dans le monde et entre les habitants à l'intérieur des pays.

P.192

À quoi bon produire plus à un rythme effréné si ce surplus de production ne profite qu'à un petit nombre d'individus ?

P.194-195

Le problème du « taux de croissance » est qu'il ne prend en compte ni les inégalités, ni la pollution ni le bien-être. C'est un indicateur purement quantitatif, qui mesure l'augmentation du PIB d'une année sur l'autre. Même Simon Kuznets, inventeur du PIB en 1934, préconisait qu'il ne devait pas

servir de boussole à l'économie, car c'était un indicateur imparfait. Pourtant aujourd'hui, c'est quasiment la seule référence des politiques.

(...) Nicolas Sarkozy rêvait de reproduire le modèle américain. Qu'est-ce qui justifiait cet engouement de l'ancien président, si ce n'est le taux de croissance impressionnant des États-Unis ?
(...) Nos politiques de gauche comme de droite, nous disait-on, ferait de la France une des économies les plus compétitive en créant des centaines de milliers d'emplois.

P.200-201

(...) On peut s'interroger sur l'opportunité de créer un autre marché (celui du carbone) pour corriger les effets négatifs d'un marché.

Mais comme la pratique est souvent très éloignée de la théorie, les quotas d'émissions ont été surévalués – grâce à un lobby efficace – et le prix du carbone a fortement chuté. Alors que le principe de ce marché était d'inciter les entreprises à réduire leurs émissions, il n'a été qu'un outil pour les encourager à ne rien changer. On comprend mieux pourquoi les grandes entreprises et les garants du temps mainstream de la pensée chantent ensemble les louanges du marché du carbone. C'est façon de contourner les vrais problèmes et d'éviter de dénoncer les vrais responsables.

P.204-205

Actuellement, le seul projet industriel du gouvernement se limite à alléger la fiscalité et à rendre plus flexible le marché du travail sans demander aucune contrepartie aux entreprises sur les délocalisations, sur les dividendes, sur les licenciements et sur l'engagement en termes environnementaux. Il n'y a plus d'autre vision pour l'industrie que celle du MEDEF.

P.206

Les industriels ont une capacité d'influence énorme sur les choix des consommateurs. Ils le savent très bien, c'est pour cela qu'ils soutiennent constamment la prétendue possibilité de choix du consommateur informé.

P.207

Combien de temps les dirigeants (*les personnes qui ont pris, la confiance – nldr*) vont-ils s'enfermer dans cette posture hypocrite qui consiste à soustraire constamment la contrainte climatique des choix économiques ? Combien de temps vont-ils reporter la responsabilité sur les consommateurs plutôt que sur les producteurs ?

CONCLUSION

P.209-210-211-212-213

Depuis trente ans, dans tous les pays développés, le projet de l' « establishment » - dirigeants, hauts fonctionnaires, représentants du grand patronat, élites intellectuelles et médiatiques – a été de mettre en place un modèle économique permettant à une minorité de récupérer une plus grande partie des richesses produites au détriment de la majorité d'entre nous. Pour réaliser ce projet, ils ont réussi (*au détriment de la majorité et/ou plus grand malheur du monde ; malgré, surtout, leurs mots à ce propos pour conserver la main pour ne pas écrire, le dessus ; le « + ». Impossible d'avoir + sans que d'autres aient – dans un monde où les ressources sont LIMITÉES – nldr*) le triptyque mondialisation/financiarisation/austérité.

Outre le fait que les élites disposent de moyens financiers supérieurs au reste de la population (*raison de leur « enrichissement », « supériorité » d'un côté, et raison de l'autre, de leur volonté*

de « s'en sortir », de s'étendre dans ce qu'ils se figurent honnêtement et sincèrement, être la vie ; la « norme ». Pour renforcer ce modèle, qui renforce leurs intérêts ; leur emprise et/ou l'intérêt de présences qui se moquent du monde et/ou de la vie ; c'est à dire de la majorité du moment que ça leur reste pratique et/ou serve encore personnellement ... Dans l'idée d'avoir bien « cernés » la vie, de ce qui leur sert dans ce sens et/ou de ce qui leur manquerait, pour encore croire en leur histoire ; à tenir à « leurs vies »- nldr) pour convaincre en s'achetant des organes de presse ou en finançant des think tanks, leur projet a réussi également à s'imposer en s'appuyant sur la division des classes populaires. Une division souvent instrumentalisée par les parties politiques pour s'assurer une base électorale.

La mondialisation et la financiarisation ont rendu la vie plus difficile à une majorité de salariés et d'agriculteurs. La mise en concurrence des travailleurs avec ceux de l'étranger et la logique actionnariale ont permis de justifier l'augmentation des cadences, les objectifs délirants des actionnaires, les baisses de fiscalité et la promotion de lois visant à flexibiliser le marché du travail.

À cela s'ajoute, à partir de 2000, la financiarisation des marchés des matières premières qui a rendu les prix volatils et de moins en moins reliés au fondamentaux alors qu'une visibilité sur les prix est nécessaire pour engager des investissements.

L'État, plutôt que de contrebalancer les effets déstabilisants de la mondialisation et de la financiarisation de l'économie par de l'investissement public et des protections supplémentaires, a mis en place une politique austéraitre entraînant fermetures et sous-investissement dans les services publics et a retiré des protections aux salariés et aux agriculteurs vis les lois « travail » et l'abandon des prix garantis.

La triptyque mondialisation/financiarisation/austérité a frappé (...). Certes avec une intensité différente mais toutes ont été atteintes. Les fins de mois difficiles, la précarité, le chômage, le manque d'espérance, voire les suicides sont autant de conséquences qui marquent la vie de ces millions délaissés.

Or dans les faits, notre pays n'a jamais été aussi riche, et si les classes populaires n'ont pas suffisamment de moyens, c'est que l'argent ne ruisselle plus, bien au contraire il remonte vers le sommet.

(...) casser la matrice de notre modèle actuel.

Il faut que l'État social et l'État stratège retrouvent toute leur place. Actuellement, le rôle de la technocratie étatique – la crème des hauts fonctionnaires – est de casser le modèle social et d'imposer aux services publics la logique du secteur privé en les libéralisant voire en les privatisant. Il suffit de lire les rapports de Bercy ou de la Cour des comptes pour le vérifier.

Ces hauts fonctionnaires attaquent le modèle social, passant du public au privé, et demandent souvent aux fonctionnaires des catégories B et C de consentir à des ajustements qu'ils ne s'appliquent pas à eux-mêmes.

P.214

Un État stratège est un État qui reprend le contrôle de ses entreprises publiques pour servir un but. Actuellement, le seul but de notre (« notre » - nldr) État est d'imposer l'économie de marché à ses propres entreprises publiques comme le montrent les cas emblématiques d'EDF et de la SNCF.

(...) réglementer un certain nombre d'activités du secteur privé.

(...) faire en sorte que les grandes entreprises privées n'aient pas comme seul but de satisfaire les actionnaires (*des profiteurs et/ou des opportunistes – ndlr*) mais servent un projet commun. Pour cela, il faut dans un premier temps dompter la finance et réduire le poids des marchés financiers en interdisant les banques de dépôts et de crédit d'y intervenir et en limitant la circulation des capitaux (*Oh ! Enfer et damnation ... Sacrilège – ndlr*). Il faut également intégrer obligatoirement les salariés mais aussi les clients, fournisseurs ou collectivités locales aux conseils d'administration pour qu'ils puissent avoir leur mot à dire sur les décisions des entreprises (*malédiction – ndlr*).

Ce projet ne pourra pas se faire sans se dresser frontalement contre les dirigeants de l'Union européenne et sans doute contre l'Allemagne (*à mon sens cette Union en l'état, a prouvé ses limites et/ou à démontré qu'elle était sa raison d'être ; c'est à dire son intérêt, son « adn et/ou son problème ; dit autrement, elle a aucune raison d'être à part celle de profiter de la vie afin d'entretenir l'emprise des plus narcissiques, intéressés et/ou opportunistes ; « carriéristes » -ndlr*).

Quand je dis « frontalement », il ne s'agit pas de réajuster tel traité ou telle directive en y ajoutant un volet « emploi » ou « climat » qui s'y changera rien et donnera bonne conscience à nos (« nos » - ndlr) dirigeants, je parle de briser la matrice institutionnelle de l'Europe basée sur la mise en concurrence sociale, fiscale et environnementale des États entre eux.

Une société plus sobre et égalitaire est possible.